

Groupe CGT au CESC, séance du 30 juillet 2014.

Intervention CGT (JC Graziani)

Réforme territoriale



Concoctée par un groupe dit d'experts, elle s'est construite en dehors de toute démarche démocratique excluant de fait les citoyens, les organisations syndicales, les associations.

Pourtant rien ne pourra se faire sans une consultation des citoyens.

Construire une architecture institutionnelle dont personne ne comprend le but, c'est assurément aller vers l'échec. Au-delà des incantations, nous sommes en droit d'exiger un véritable débat public car la situation économique et sociale de la Corse mérite une approche différente en termes de réponses aux besoins.

Que nous révèle le document :

Absence totale de questions portant sur le rôle de la mission publique avec les objectifs adaptés aux besoins en matière sociale, industrielle, agricole et de service public.

Absence de réflexion sur les conséquences des éventuels redécoupages sur des structures exerçant des missions de service public.

Danger de pouvoir réglementaire exprimé par des personnalités politiques en matière d'adaptation des lois sociales aux réalités économiques de la région (quel contenu, quel périmètre).

Rentrer dans un système de concurrence entre régions et territoires pour favoriser les stratégies d'entreprise ou du capital : ceci n'enfoncera-t-il pas la Corse dans une crise encore plus profonde ?

Notre intervention vise à réintroduire la notion de solidarité entre territoires et la cohérence nationale car nous sommes opposés au chacun pour soi, signe de casse et de privatisations.

Car cette recomposition institutionnelle en Corse comme dans tout le pays s'inscrit dans une logique libérale de compétition mondiale préconisée par les grands groupes européens et les choix européens décidés par les états.

Elle vise à une réduction massive des finances publiques pour financer le pacte de responsabilité (11 milliards en moins pour les collectivités).

Les conséquences pour les salariés touchent tous les pans de leur vie : travail, emploi, éducation, formation, santé, transports, développement industriel, recherche et développement culturel, énergie, prestations sociales, service à la personne : la réponse à ces besoins contre ces orientations sera le socle de notre démarche.

Ce qui nous importe, c'est le contenu des réformes et de passer des slogans et des postures incantatoires à une démarche de réponse aux besoins.

Enfin, la démocratie sociale absente depuis toujours dans cette région : quelle que soit la réforme, l'exercice de la démocratie sociale doit devenir effectif et se traduire par des dispositifs clairs là où se décident des choix stratégiques par la création de droits et de moyens en particulier pour les organisations syndicales.

Nous avons des propositions, cela nécessite d'en débattre devant les citoyens, les soit disant experts n'ont aucun mandat pour agir à notre place.

Face aux 20 500 chômeurs, aux salaires de misère, à la précarité, aux retraites à 850 euros par mois (23 000 retraités), quelle ambition industrielle avez-vous ?

Quelle vision avez-vous face à ces fractures sociales croissantes ?

Face à la désaffection des citoyens aux élections, à la montée du racisme et au repli identitaire qui confirment un désarroi et une défiance vis-à-vis du politique et de ses représentants, quelles dispositions concrètes prendrez-vous pour rendre effective une véritable démocratie sociale ?

Les collectivités vont subir des diminutions drastiques des dotations de l'état et seront appelées à réduire leurs dépenses. Avez-vous mesuré les conséquences sur l'investissement dans les services publics de proximité ?

Le projet présenté s'inspire et veut aller plus loin que la réforme libérale de baisse des dépenses publiques et de diminution d'emplois pour se distinguer des autres régions sans en mesurer les conséquences, il nie aux corses le droit de faire respecter leur vote de 2003.

C'est un projet flou sans contenu dont on comprend l'essence ultralibérale d'attaque directe contre l'emploi public. Aucune démonstration ne nous est faite de son efficacité. Fusionner les collectivités pour restreindre le périmètre du service public de l'emploi et donc des missions de service public avec pour corolaire les privatisations et la hausse inexorable de la fiscalité. Le citoyen, son emploi, son salaire deviennent des variables d'ajustement au service d'une économie dite d'excellence ou de forte valeur ajoutée et cela contre l'immense majorité de la population.

ANALYSE CGT SUITE DÉMISSION GOUVERNEMENT VALLS.

**EN CORSE COMME AU PLAN NATIONAL, LA
POURSUITE DES POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ
CONDUIT À LA CATASTROPHE.**



- Ce n'est pas en essayant d'étouffer la contestation au sein du gouvernement que la fièvre sociale va tomber. Les chiffres record du chômage qui seront annoncés ce soir ou demain pour le mois de juillet confirmeront les analyses de la CGT.
- Le courage politique ce n'est pas de toujours céder aux vieilles recettes du MEDEF et de la Commission Européenne mais de défendre une politique sociale pour l'emploi promise par le candidat Hollande.
- Le problème des entreprises ce n'est pas le coût du travail mais celui du capital. Il faut aujourd'hui 42 j de travail pour rémunérer les actionnaires contre à peine 14J en 1981.
- Le problème c'est les carnets de commande qui se vident à cause du chômage et de la baisse du pouvoir d'achat.
- **41 milliards de cadeaux fiscaux aux entreprises, plus 50 milliards d'économie sur le dos des ménages et des collectivités locales ; ça ne peut pas marcher. Réduction des moyens pour les hôpitaux, 20% de baisse de dotation pour les CL et donc les services publics (écoles, transport, crèche) et tout le monde associatif !! Une catastrophe.**
- Il faut stopper le pacte de responsabilité car d'après les dernières estimations ce pacte va plomber la croissance et donc détruire plus d'emplois (250000) qu'il n'en créera (190000).
- Même en Allemagne le pays rentre en récession et l'augmentation des salaires est même recommandée par le FMI de Mme Lagarde !!!
- **En Corse les chantres de la réforme institutionnelle (Giacobbi et autres Chaubon) sont tous des partisans des politiques d'austérité prônées par M Valls. De quoi se méfier non !!!**
- Hollande célèbre la libération de Paris mais s'assoit sur les acquis sociaux issus de la résistance.
- Il faut changer de cap politique et non continuer à foncer dans le mur. Le danger est fort de voir les idées du FN et des partis nationalistes (repli identitaire, recherche de boucs émissaires) trouver un large écho sur des salariés inquiets, démoralisés et malheureux.
- **La CGT appelle à faire de cette rentrée sociale partout en Corse une rentrée de lutte et de débats pour redonner confiance aux salariés car une autre voie est possible.**

QUI A DIT QUE LA LUTTE NE PAIE PAS ?



La poste dans son projet « facteur d'avenir » (prévoyant 200 suppressions d'emploi) voulait récupérer 6 postes de travail au centre de tri d'Ajaccio.

Sans accord majoritaire, la direction a essayé de passer en force son projet qui consiste à transformer le facteur responsable de sa tournée en une organisation où les tournées sont partagées entre plusieurs facteurs entraînant une baisse des effectifs.

62 facteurs sur 90 se mettent en grève à l'appel de la CGT. La direction au bout de 2 jours, en référé, fait condamner le mouvement. Les grévistes saisissent l'inspection du travail qui constate l'embauche de CDD sur les emplois de grévistes et pour un surcroît d'activité, (alors que la direction affirmait vouloir réduire les postes. Le conflit s'éternisant par une direction intransigeante, il aura fallu l'intervention des artisans qui ont investi les locaux de la Direction du travail et ainsi accélérer l'issue des discussions.

Après 93 jours de grève les postiers ont obtenu de garder les 6 postes menacés plus un poste supplémentaire avant la fin de l'année et 2 autres en 2015 assortie d'une clause de non renonciation sur 5 ans.

ALORS QUI A DIT QUE LA GRÈVE NE PAIE PLUS ?